

demain le monde

n° 15 – septembre/octobre 2012

argentine
Menaces sur
les glaciers

élections communales
Le petit train qui
interpelle

multi-culture
Interview de
Public Enemy

dossier

22 & 23 septembre

on chante
pour le climat



02

sommaire

dlm

demain le monde

n° 15 – septembre/octobre 2012

Directeur de rédaction

Arnaud Zacharie

Rédacteur en chef

Frédéric Lévéque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé sur papier recyclé

Photo de couverture

Marlène Dorcéna et Primitiv chantent pour le climat lors du lancement de la campagne 11.11.11 à Esperanzah ! le 5 août 2012.

Hugues Thibaut © SOFAM, 2012

dlm est le supplément

« développement » du magazine

Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com

www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51



AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

.be

03

édito

Le multilatéralisme est mort, vive le multilatéralisme !

par Arnaud Zacharie

04

actu

Subsides aux énergies fossiles : le miroir aux alouettes ?

par Véronique Rigot

06

actu

Argentine : menaces sur les glaciers

par Maria Cécilia Trionfetti

09

petites histoires de gros sous

Des écrits et des actes

par Antonio Gambini

10

actu

Mali : la crise est aussi alimentaire et humanitaire

par Arnaud Zacharie

12

dossier

Sing for the climate

16

citoyen, citoyenne

Élections communales : le petit train qui interpelle

18

projet 11.11.11

Brésil : garantir à chacun le simple droit d'exister

par Nicolas Van Nuffel

20

multi-culture

« Public Enemy est le vigile du hip-hop »

Entretien avec Chuck D, leader de Public Enemy, par Julien Truddaïu

24

introspectus

L'équation Fonds climat + Coopération

par Patrick Veillard

27

pas au sud, complètement à l'ouest

RIO, RIO+20, RIO+40

Le multilatéralisme est mort, vive le multilatéralisme !

« IL EST PLUS
QUE TEMPS DE SORTIR
DU PATERNALISME
D'ANTAN ET
DE PROMOUVOIR
DES PARTENARIATS
GLOBAUX »

ARNAUD ZACHARIE
secrétaire général du CNCD-11.11.11

Ces derniers mois, les sommets internationaux se sont succédé avec, en conclusion, les mêmes types de déclarations finales minimalistes ayant surtout pour objectif d'éviter un échec. Ainsi, l'existence d'une faible déclaration finale est-elle préférable à pas de déclaration du tout, car cela signifierait un cuisant échec du sommet en question. C'est ce raisonnement qui fut notamment tenu ces derniers mois à Busan, Doha, Rio ou Los Cabos.

Soit, mais cela ne doit pas masquer l'essentiel : sans accord suffisamment ambitieux à l'échelle multilatérale pour stabiliser la finance internationale et le climat, pour garantir la préservation des ressources naturelles ou pour mobiliser les moyens nécessaires pour éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde, on n'y arrivera tout simplement pas. Or l'impact des crises globales qui nous frappent depuis plusieurs années continue de faire son œuvre. Le monde est ainsi de plus en plus interdépendant et nécessite donc des accords multilatéraux à la mesure des enjeux. Pourtant, ce type d'accords se révèle de plus en plus difficile à obtenir.

Pourquoi un tel paradoxe ? En période de crise, les gouvernements ont tendance à opter pour des stratégies de repli, dans l'espoir de s'en sortir sur le dos de leurs voisins. En outre, alors que d'aucuns avaient annoncé la mort de l'État-nation, suite à l'avènement de l'ère de la mondialisation, force est de constater que les forces national-populistes ne cessent de gagner en popularité. Enfin, l'ordre international est en mutation, avec des puissances régionales du Sud qui contestent l'hégémonie occidentale et revendiquent davantage de poids dans les organisations internationales, ce qui entraîne de nouveaux types de rivalités rendant plus complexes l'adoption d'un accord multilatéral ambitieux.

Comment sortir de l'impasse ? Une première piste consiste à revaloriser le rôle de la Coopération internationale et à mobiliser les forces progressistes et internationnalistes contre les forces conservatrices et nationalistes. Mais pour promouvoir efficacement un tel idéal universaliste, il sera nécessaire de simultanément rassurer les populations en leur garantissant que toute décision politique sera toujours prise à l'échelle la plus proche du citoyen, en vue d'assurer le dynamisme démocratique et la diversité culturelle. C'est ainsi en garantissant que les décisions multilatérales ne concerneront que les enjeux globaux, et sans nier l'hétérogénéité des contextes locaux, que l'on pourra espérer renforcer la Coopération internationale.

Une seconde piste est d'adapter les organisations multilatérales au nouveau contexte, en donnant plus de place aux pays émergents et en prenant en compte les asymétries de développement. Il est plus que temps de sortir du paternalisme d'antan et de promouvoir des partenariats globaux pour régler des problèmes communs. Les pays émergents du Sud font désormais partie des problèmes et des solutions aux problèmes mondiaux. Il est donc nécessaire de reconnaître leur nouveau statut. Sans quoi le risque est grand de voir émerger un monde fondé sur la compétition plutôt que la coopération. Or seul un ordre multilatéral permettra que le monde multipolaire soit aussi démocratique et pacifique.

Subsides aux énergies fossiles Le miroir aux alouettes ?

VÉRONIQUE RIGOT

Chargée de recherche, CNCD-11.11.11

Supprimer les subsides accordés aux énergies qui contribuent au réchauffement global ? Le consensus international est là mais rien ne bouge. L'idée est séduisante mais à nuancer.

On entend souvent parler, en bien ou en mal, des primes aux économies d'énergie et des subsides aux énergies renouvelables. Au point de croire que ceux qui investissent dans ces secteurs bénéficieraient de nombreux avantages. Les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de l'OCDE démontrent le contraire : les énergies dites vertes reçoivent très peu de subsides comparativement aux énergies fossiles. Comme l'explique l'Association pour la promotion des énergies renouvelables (APERe), « les énergies les plus polluantes sont cinq à six fois plus subventionnées dans le monde que les énergies renouvelables ». Ces aides publiques à la production ou la consommation de gaz, de pétrole et de charbon principalement ne représentent en plus qu'une partie des subsides qui incluent aussi les transferts de l'État au bénéfice de l'énergie nucléaire et les aides aux transports hautement polluants via notamment le développement des aéroports régionaux.

Reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre

Pour bien comprendre ce que sont les subsides aux énergies fossiles, il faut regarder le profil énergétique d'un pays. En Belgique, par exemple, nous importons trois quarts de l'énergie que nous consommons. Selon l'OCDE, 40 % de cette énergie vient du pétrole, 25 % du gaz, 23 % du nucléaire, 7 % du charbon, et 5 % seulement des énergies renouvelables.

Il faut ensuite distinguer les subsides à la production de ceux à la consommation. Chez nous, comme il n'y a pas de production d'énergies fossiles, il y a uniquement des subsides à la consommation, majoritairement de pétrole (1,6 milliard d'euros en 2010) et de gaz (71 millions d'euros en 2010).

Pour compléter le tableau, il faut croiser ces chiffres avec les droits d'accise dont l'esprit est en principe de dissuader la consommation de produits qui ont des externalités négatives. Toujours en Belgique, ces taxes indirectes sur l'essence, le diesel et le mazout sont appliquées depuis le choc pétrolier de 1973. En 2010, selon le ministère des Finances, elles ont rapporté 4,5 milliards d'euros à l'État belge. En clair, ce que l'État donne d'une main au consommateur, il le reprend trois fois de l'autre main, serait-on tenté de conclure simplement.

Mais le problème n'est pas tant le modèle belge que le modèle de développement international, qui repose en grande partie sur des énergies polluantes. Les subsides à la production sont la base du problème. L'OCDE a fait de ces bénéfices indirects que les États accordent aux compagnies extractives – tels que les remises de taxe et les accès préférentiels – le cœur de ses recherches sur les subsides aux énergies fossiles. Mais ses analyses sont partielles et les chiffres restent imprécis en raison du manque de transparence dans les flux financiers et dans le rapportage.

1 000 milliards de dollars

Selon le dernier rapport de l'ONG *Oil Change International*, l'ensemble des subsides à la consommation et à la production avoisinera les 1 000 milliards de dollars pour l'année 2012. Un montant effarant à l'heure de la lutte contre les changements climatiques. Pourtant, il y a une prise de conscience internationale. Dès 2009, le G20 a condamné ces subsides. 134 pays en ont fait de même dans le cadre des négociations climatiques, ce qui fut confirmé dans la déclaration de la conférence des Nations Unies Rio+20. Une prise de conscience donc mais qui en reste au stade des déclarations d'intention.

Pour excuser leur inaction, les pays du G20 se cachent derrière la nécessité d'un échelonnement de ces réformes afin d'éviter une crise sociale. Plus de la moitié des 1 000 milliards de dollars annuels sont en effet des subsides à la consommation, qu'on ne peut supprimer du jour au lendemain les yeux fermés. Dans les pays du Sud, le prix du carburant est bien souvent relativement meilleur marché que chez nous, par rapport au coût de la vie. Ces subsides sont parfois extrêmement élevés dans des pays producteurs de pétrole comme le Venezuela où l'on trouve l'essence la moins chère du monde (*voir encadré*), mais existent dans de nombreux pays du Sud non producteurs, notamment via des fonds transitant par les banques de développement.



« LES SUBSIDES NE TOUCHERAIENT QU'UNE INFIME PARTIE DE LA POPULATION, SOUVENT PRIVILÉGIÉE »

Au Venezuela, un Robin des bois à l'envers

L'essence la moins chère du monde se trouve au Venezuela. Selon les chiffres officiels de 2007, la production d'un litre d'essence coûte deux centimes de dollar à Petroleos de Venezuela (PDVSA), l'entreprise publique d'hydrocarbures. Ce même litre est vendu à moins de trois centimes de dollar et y est donc 25 fois moins cher qu'une bouteille d'eau minérale.

Le subside annuel s'élève à 12,5 milliards de dollars, ce qui correspond à la différence entre le prix sur le marché national et celui à l'exportation. Selon Ramón Espinasa, ancien économiste de PDVSA, l'État offre plus de 3 000 dollars par an à chaque automobiliste. Pour José Luis Cordeiro, économiste lui aussi, « 80 % de l'essence est utilisée pour des véhicules privés, qui transportent seulement 20 % de la population, alors que 80 % des citoyens dépendent des transports publics, qui consomment 20 % de l'essence. C'est un "Hood Robin", une sorte de "Robin Hood" (Robin des Bois) à l'envers ». Même le bouillant président Chavez n'a pas encore osé toucher à ces cadeaux aux « riches ». Source : RISAL/IPS.

Un miroir aux alouettes ?

Le poids financier et l'impact environnemental néfaste de ces aides suffirait à justifier leur suppression. Cela permettrait d'apporter les ressources nécessaires pour honorer les promesses de financement faites dans le cadre des négociations climatiques. Mais le prix à payer pour le commun des mortels et surtout pour les pauvres serait élevé. Au Venezuela ou en Belgique comme ailleurs, supprimer les subsides à la consommation serait synonyme d'augmentation du coût de la vie, sans nécessairement qu'il y ait une alternative à la consommation de ces énergies fossiles.

Il faut toutefois insister sur la réalité économique de ces subsides : ils ne toucheraient qu'une infime partie de la population, souvent privilégiée. Dans le monde, 8 % seulement des subsides concernent les 20 % les plus pauvres (*The Guardian*, novembre 2011). Par contre, leur suppression aurait une

série de répercussions sur l'économie, obligeant à réallouer ces subsides (en tout ou en partie) dans les filières les plus touchées et à développer des filières plus propres pour pousser au changement de comportement.

La fin des subsides fossiles est donc une idée séduisante mais qui peut être trompeuse. L'état de la planète et du réchauffement global nous impose d'y mettre fin tout en développant une fiscalité intelligente et adaptée à la réalité quotidienne, au Nord comme au Sud. L'intérêt général doit primer sur celui des grandes compagnies pétrolières. C'est d'indépendance politique face aux grands lobbys qu'il est d'abord et avant tout question, sous peine de se briser contre le miroir aux alouettes.

MARIA CÉCILIA TRIONFETTI

Licenciée en science politique
(Université de Buenos Aires)

Argentine

Menaces sur les glaciers

Pays aride à 70 %, l'Argentine a besoin de ses glaciers pour son alimentation en eau douce. Mais ceux-ci, situés dans la partie andine du pays, sont en danger face à l'expansion de l'industrie minière.

Loncopué est une petite ville patagonienne du sud de l'Argentine. Depuis cinq ans, sa population – environ 7 000 habitants – s'est soulevée comme un seul homme pour s'opposer à des projets d'exploitation minière. En 2007, elle a obtenu le départ de l'entreprise canadienne Golden Peaks. En 2009, rebelle, c'est une entreprise chinoise qui a fait les frais de la mobilisation sociale. Le 3 juin dernier, ses habitants ont décidé souverainement d'y interdire toute exploitation minière à grande échelle lors d'un référendum local, une première dans le pays.

Le combat de Loncopué témoigne à lui seul de la multiplication des conflits socio-environnementaux entre populations locales et entreprises minières dans toute l'Amérique latine. En Argentine, un pays plus connu pour sa viande et son agriculture que pour ses mines, entre 2003 et 2007, les investissements dans le secteur ont été multipliés par huit alors que le nombre de projets miniers a grimpé de 740 %.

Mines à ciel ouvert = danger

L'exploitation minière à grande échelle suscite la controverse. La méthode d'exploitation des mines à ciel ouvert répond à l'épuisement actuel des sites à haute concentration minérale. Fondée sur des nouvelles technologies, ce type d'exploitation industrielle permet d'extraire le minerai disséminé dans la roche au moyen de substances chimiques hautement polluantes. Elle nécessite d'énormes quantités d'eau et d'énergie et entre donc en concurrence avec des activités économiques comme l'agriculture, l'élevage ou le tourisme, ce qui déstructure la vie locale. Certains des mégaprojets miniers menacent directement des zones glaciaires et périglaciaires qui régulent l'eau douce de bon nombre de régions. C'est le cas des projets emblématiques de Veladero et Pascua-Lama de la transnationale canadienne Barrick Gold dans la province andine de San Juan. Cette menace a poussé communautés locales, mouvements écologistes et intellectuels à se mobiliser pour protéger ces zones.

« LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR MINIER ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR HUIT ALORS QUE LE NOMBRE DE PROJETS A GRIMPÉ DE 740 % »





© Matt Wootton

L'or brille plus que l'eau

Menée avec tambour et trompettes, la promotion de l'exploitation minière comme « moteur des économies des provinces oubliées », selon une expression du ministère de la Planification fédérale, est une constante des années '90 à nos jours. Ainsi, malgré les impacts négatifs de l'activité sur le développement de la population locale, les différents gouvernements qui ont conduit le pays continuent à miser sur l'atout que représentent les « ressources naturelles » de ces provinces et en font toujours leur levier de croissance économique. Les exportations minières tout comme les projets d'exploration et d'exploitation ne font qu'augmenter. Cependant, si l'on prend le cas emblématique de Minera Alumbrera, dans la province de Catamarca, « les indices de développement local, le bien-être social et la protection environnementale n'ont fait que se détériorer ». Depuis des années, cette province connaît un état d'urgence agricole dû au manque d'eau. « Sans eau, la production des aliments apparaît comme un fait du passé », affirme un représentant de l'UAC. De même, la situation des communautés environnantes de l'autre « star » du secteur, Veladero, n'est pas plus encourageante : « Le travail agricole était central dans notre économie. Maintenant, nous avons de grandes difficultés pour récolter l'ail et l'oignon. Tout ce qui se produisait à Jáchal est aujourd'hui détruit », ont expliqué les membres de l'assemblée citoyenne de San Juan.

Selon une étude de Greenpeace, si le projet Pascua-Lama démarre son étape d'exploitation, « pour chaque gramme d'or extrait, il faudra remuer 4 tonnes de roche, 380 litres d'eau, 43,6 kwxx d'électricité, 2 litres de gasoil, 1,1 kg d'explosifs et 850 g de cyanure de sodium ». Si l'or brille plus que l'eau, il ne faudrait pourtant pas se laisser éblouir par des bijoux de pacotille.



Veto « Barrick Gold »

Un premier projet de loi de protection des zones glacières et périglaciaires a été approuvé par les deux chambres du Congrès en 2008, mais il n'a pu arriver à bon port. La cause du naufrage ? Un veto de la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, derrière lequel se dissimule la pression des gouverneurs des provinces andines favorables aux projets miniers et des grands lobbys comme Barrick Gold. Personne n'a d'ailleurs semblé étonné de voir ensemble, quelques jours plus tard, la présidente, le gouverneur de la province de San Juan et Peter Munk, le président de Barrick Gold, en première page des journaux. On comprend dès lors mieux pourquoi les mouvements socio-environnementaux ont renommé le veto présidentiel : « le veto Barrick Gold ».

Cependant, cette défaite de 2008 n'a pas pu miner – si on peut dire – les efforts des mouvements et communautés favorables à la loi. Le sujet a été réintroduit à l'agenda du Parlement et, fin 2010, le Congrès national a adopté la loi de protection des glaciers et de l'environnement périglaciaire. L'approbation de cette loi, unique en son genre, est une victoire dans la défense des glaciers. Elle les considère désormais comme des biens de domaine public, non susceptibles d'appropriation privée et ayant pour fonction de satisfaire des usages d'intérêt général. Les glaciers et leur environnement périglaciaire font donc, en théorie, l'objet d'une préservation en tant que réservoirs stratégiques de ressources hydriques.

Nécessaire inventaire

Dans ce cadre, la création d'un inventaire national des glaciers est devenu un enjeu central. Il déterminera son champ d'application.¹ Or, une grande partie des projets en cours d'exécution tel Veladero, voire des projets futurs tel Pascua-Lama, se situent principalement dans des zones périglaciaires. Les discussions parlementaires à propos de la définition technique de cet environnement ont mis en lumière l'ampleur des intérêts économiques en jeu.

Au moment où fût sanctionnée la loi, une des représentantes de l'Union des assemblées citoyennes (UAC) s'exprimait en ces termes : « Nous savons que l'application des lois, dans les territoires où les transnationales minières opèrent, dépend de gouvernants associés aux entreprises du secteur. » Il n'a fallu que quelques jours pour que le scénario envisagé par l'UAC se concrétise. Barrick Gold, avec la complicité

du gouverneur provincial, s'est présenté devant les tribunaux afin d'invoquer l'inconstitutionnalité de la norme qui affecte les compétences de la province en matière de régulation environnementale. Les articles centraux de la loi ont été suspendus pour les sites de Pascua-Lama et Veladero. Cette suspension s'est ensuite étendue à l'ensemble du territoire de la province. En d'autres mots, la réaction corporatiste du secteur minier est parvenue à bloquer, jusqu'à présent, la mise en œuvre de l'inventaire ainsi que la réalisation d'un audit environnemental dans une des provinces clés des investissements miniers. L'avocat environnementaliste, Enrique Viale, synthétise clairement la situation

« C'EST LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION APPLIQUÉ À L'ENVERS : FACE AU DOUBT, LE BUSINESS PRIME »

actuelle : « C'est le principe de précaution appliqué à l'envers : face au doute, le business prime ». Plus d'un an et demi a passé et, alors qu'on attend une sentence de la Cour suprême, le risque que la loi ne reste lettre morte est bien réel.

1/ Jusqu'à présent, l'Argentine ne dispose pas d'informations exactes sur la quantité, l'emplacement et le volume de glace des glaciers de la Cordillère des Andes.

Des écrits et des actes

ANTONIO GAMBINI

Charge de recherche au CNCD-11.11.11

Quand la Banque mondiale met en valeur la redistribution mais ne l'intègre pas à ses pratiques

Dans l'édition de juillet 2012 de la revue « Inequality in Focus » de la Banque mondiale, un article brillant de Nora Lustig analyse les effets redistributifs des politiques fiscales et sociales en Amérique latine¹. On y apprend qu'avant toute intervention publique, la distribution des revenus y est extrêmement inégale, celle-ci étant mesurée par l'indice Gini².

L'article nous apprend que cette action redistributive, capable notamment d'éliminer ou de réduire considérablement la pauvreté lorsqu'elle est menée de façon déterminée, se décompose en deux volets : ce que l'État donne et ce que l'État prend.

Ce que l'État donne

Pour ce qui est du premier volet, l'État peut corriger les inégalités de deux façons : *primo*, en garantissant des transferts financiers au bénéfice de toute ou partie de la population – des transferts tels que les différentes prestations de la sécurité sociale en Belgique, par exemple – qui viennent donc augmenter les revenus des bénéficiaires. Et, *deuxio*, en prenant en charge la prestation de services gratuits ou subsidiés – typiquement les services de santé et d'enseignement –, ce qui correspond à autant des dépenses en moins pour les personnes.

Et ce qu'il prend

Le deuxième volet correspond à la politique fiscale : par quels moyens l'État remplit ses caisses ? Qui paye des impôts ? À quel titre ? Comment et combien ?

La fiscalité indirecte, telle que la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), est régressive, en ce sens qu'elle est complètement anti-redistributive. Le pauvre dépensera une part beaucoup plus importante de son revenu pour payer la TVA sur sa consommation que le riche. Son effet régressif peut même conduire dans les faits à annuler les effets positifs des transferts et des services publics. La fiscalité directe, par contre, comme les impôts sur les revenus, est progressive, en ce sens que la part des revenus versée à l'État est la même pour les pauvres et les riches (avec un taux fixe) et peut même

devenir encore plus équitable lorsque le taux progresse en fonction des revenus (le riche payant alors proportionnellement plus que le pauvre).

Après le rappel de ces vérités élémentaires, l'article procède à une évaluation des politiques menées en la matière dans plusieurs pays latino-américains. L'Argentine dispose de la meilleure évaluation, suivie par l'Uruguay et le Brésil, alors que le Mexique, le Pérou et la Bolivie sont en queue de peloton.

Ce que la Banque mondiale promeut

Sommes-nous donc parfaitement d'accord avec la Banque mondiale ? Allons-nous désormais travailler main dans la main avec la Banque mondiale pour une société mondiale plus juste, plus équitable, qui parvienne finalement à éradi-

« QUANT AUX SERVICES PUBLICS, LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI CONTINUENT À RECOMMANDER LEUR PRIVATISATION »

quer le scandale de la misère et de la faim ? Peut-être pas. En témoigne le fameux *Doing Business Report, Pratique des affaires* en français, une des principales publications de l'institution financière. Chaque année, depuis 2003, la Banque mondiale établit un classement des pays mesurant le climat pour y faire du « business ». Le hic, ce sont les indicateurs utilisés pour mesurer ce « climat ». Un de ceux-ci est le niveau de fiscalité, notamment sur les revenus des entreprises, qui doit être le plus bas possible !

Dans la même veine, la Banque, de concert avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne, incite les pays africains à se doter au plus vite d'une taxation indirecte, de préférence la TVA sur le modèle européen. Quant aux services publics, la Banque et le FMI continuent à recommander leur privatisation, quelles que soient les circonstances. Et si la privatisation n'est pas possible, la Banque n'hésite pas à recommander que les prestations soient payantes, et ce au prix coûtant.

1/ N. Lustig, « Taxes, transfers and income redistribution in Latin America », « Inequality in focus », World Bank, Poverty reduction and equity department, Vol. 1, n° 2, juillet 2012. 2/ Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien, cas extrême du maître et de ses esclaves).



ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Mali

La crise est aussi alimentaire et humanitaire

Depuis que les islamistes ont pris le contrôle du nord du pays, les chancelleries occidentales et africaines s'inquiètent de voir aujourd'hui le Mali se transformer en l'Afghanistan de l'Afrique de l'Ouest. La population, quant à elle, est plongée dans une grave crise alimentaire et humanitaire.

Jusqu'il y a peu, le Mali était cité en exemple par la communauté internationale pour sa stabilité politique et son modèle de décentralisation. Certes, la situation était loin d'être idyllique, comme le dénonçait la société civile malienne, dans un des pays les plus pauvres du monde dont l'économie dépend essentiellement de l'exportation du coton. Mais aujourd'hui, si on reparle du Mali, c'est parce que l'intégrité de l'État malien est mise en péril et que le processus démocratique est suspendu. Or derrière cette crise institutionnelle se cache une crise alimentaire et humanitaire qui menace de se propager dans l'ensemble des pays du Sahel.

Un grenier à riz

Au Mali, 13 millions d'habitants vivent sur un territoire aux deux-tiers désertique. Le pays est exposé aux changements climatiques entraînant sécheresse, pluviométrie faible et donc production agricole laborieuse. Malgré cela, le Mali reste le grenier à riz de la région, conséquence du programme de soutien et de relance de la filière riz mis en place par l'État sous la pression des organisations paysannes.

Mais le Mali, c'est aussi le nouvel Eldorado des producteurs occidentaux d'agrocarburants : des multinationales agroalimentaires s'accaparent les terres des paysans pour les détourner de leur usage premier. Le Mali, c'est également un marché local inondé de produits agricoles importés à bas prix, résultat des politiques de libéralisation du commerce agricole qui annihilent le développement des filières vivrières locales et de l'agriculture familiale.

Au nord du pays, l'absence de l'État et la gestion confuse par les divers groupes armés contribuent à détériorer la situation. Ainsi, à Tombouctou, les maraîchers se

sont vues interdire, par le mouvement islamiste radical d'Ansar Dine, toute activité génératrice de revenus pour cause d'interdiction de rassemblement. Beaucoup de semences ont été réquisitionnées par les mouvements rebelles, hypothéquant de façon préoccupante les récoltes de 2012 et 2013. Des stocks alimentaires comme ceux du Programme alimentaire mondial et de la Croix-Rouge ont également été pillés par les rebelles.

Services de base à l'arrêt

Au nord, l'essentiel des services de base sont à l'arrêt. À Gao, l'absence d'essence empêche l'utilisation des générateurs d'électricité et des dispositifs d'approvisionnement en eau potable le jour. L'impact négatif sur les infrastructures sanitaires est immédiat. Les maladies sont en augmentation et les campagnes de vaccination sont perturbées.

Les projets des ONG de développement au nord sont majoritairement stoppés.



Seuls les acteurs humanitaires maintiennent un minimum d'activités et 94 % des centres de santé communautaire dans le nord du Mali sont non fonctionnels. Une éclaircie dans ce sombre tableau : la gratuité des soins pour les populations obtenue par les ONG et les acteurs humanitaires encore présents sur place.

Outres les difficultés pour accéder aux services de base, la population malienne vit dans un stress permanent. Ainsi, à Tombouctou, ville des 333 saints dans

« 94 % DES CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DANS LE NORD DU MALI SONT NON FONCTIONNELS »

l'Islam, les milices d'Ansar Dine veillent à l'application de la charia telle qu'interprétée par les islamistes intégristes. Beaucoup d'écoles sont fermées. Et pour ne rien arranger, des groupes armés pillent maisons et biens privés.

La situation alimentaire et humanitaire est donc alarmante. Aujourd'hui, 10 millions de personnes sont en insuffisance alimentaire et 1 million de cas de malnutrition sévère sont attendus.

Les denrées alimentaires et énergétiques se raréfient, leurs prix flambent et deviennent inaccessibles pour la majorité des citoyens. Le cap des 300 000 personnes déplacées est dépassé (167 000 déplacés internes et 170 000 réfugiés dans les pays voisins). Les banques ont été pillées puis fermées. Transférer de l'argent devient malaisé, ce qui complique l'élan de solidarité de la diaspora malienne envers les proches restés au pays.

Conséquence de la guerre en Libye

Cette crise humanitaire est également le résultat de la mauvaise gestion des conséquences de la guerre en Libye. La chute de Mouammar Kadhafi a entraîné le retour de nombreux Touaregs armés dans la région du Sahel. Le gouvernement malien n'a rien fait pour les désarmer et jouer la carte de l'intégration. Dans le nord du pays, un considérable stock d'armes sophistiquées est tombé aux mains des milices rebelles. Certaines en quête de reconnaissance identitaire et d'aspirations indépendantistes (MNLA) et d'autres de l'instauration d'une république islamique radicale (Ansar Dine et AQMI).

L'indifférence des puissances occidentales et de l'OTAN quant aux dégâts collatéraux dus à leur intervention en Libye (2011), la gestion discutée du pays par le gouvernement d'ATT (Amadou Toumani Touré) et enfin le coup d'Etat (2012) ont ainsi mené à une grave crise politique et humanitaire menaçant la stabilité de la région.

Aujourd'hui, il est urgent de prendre la mesure de la situation. À quand une réelle politique de décentralisation garantissant des moyens concrets aux régions ? À quand le financement d'infrastructures permettant le désenclavement du nord du pays ? À quand des politiques de soutien des paysans, éleveurs et pêcheurs permettant d'écouler leur production à prix décents ? À quand des politiques internationales cohérentes contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable au Mali et dans les autres pays du Sahel ? Il en va des droits fondamentaux de millions de personnes.



Sing for the climate.

Les 22 et 23 septembre, nous serons dans la rue
à Bruxelles et en Wallonie pour chanter pour le climat.
Inscrivez-vous sans plus attendre
[sur www.singfortheclimate.com](http://www.singfortheclimate.com)



L'été 2009, à Ostende

Peut-être en étiez-vous ? Peut-être avez-vous vu le clip ? En août 2009, nous étions 10 000 citoyens sur la plage d'Ostende pour répéter et exécuter une chorégraphie sous un soleil radieux afin de participer à la réalisation d'un clip pour le climat sur une musique de U2. Nous étions alors à la veille du sommet de Copenhague, quand les négociations internationales sur le climat mobilisaient encore massivement les médias.

On chante et on filme

Trois ans plus tard, les tractations climatiques n'ont guère progressé. On remet donc le couvert : on ne danse plus mais on chante. Le nom de l'action : « Sing for the climate ». Une « cinémanifestation », une sorte de manif'-pétition ludique qui utilise le chant et la vidéo comme moyens d'action.

Bella Ciao remixé

En 2012, ce n'est plus la bande à Bono qui assure la bandason. On s'est tourné vers le célèbre chant des partisans italiens « Bella Ciao ». On a gardé la musique et on a changé les paroles. On ? En fait, l'adaptation a été réalisée par Stef Karmil Carlens, l'ex-membre du groupe anversois de rock dEUS et leader actuel de Zita Swoon, et le célèbre compositeur et directeur flamand Dirk Brossé. Le résultat : une chanson entraînante au titre clair pour les décideurs : « Do it now » !

Le CNCD-11.11.11 à la manœuvre

L'action « Sing for the climate » est une initiative de la Coalition Climat, qui regroupe en Belgique ONG, syndicats et organisations environnementales, et du réalisateur flamand Nic Balthazar, celui-là même qui a commis le clip « Dance for the climate » sur la plage d'Ostende. Au niveau francophone, l'action est coordonnée par le CNCD-11.11.11.

Des célébrités participent

Fort de son statut d'animateur télé et radio, Nic Balthazar a initié les hostilités le 19 juin en réunissant dans un studio de la VRT une brochette de « Bekende Vlamingen », des BV's ou « Flamands célèbres » qui ont enregistré un clip de la chanson diffusé dans les cinémas et sur Internet.

Du côté francophone, le réalisateur et acteur Bouli Lanners a lancé un appel vidéo à participer à l'action. Le groupe de chanson française à forte influence reggae Tryo a fait de même. Au Festival Esperanzah!, le 5 août dernier, la chanteuse belgo-haïtienne Marlène Dorcéna et le « beatboxer » Primitiv ont chanté sur scène pour le climat tout en lançant la seconde année de la campagne 11.11.11 pour une justice climatique. D'autres personnalités sont en train de se joindre à l'action.

SING FOR THE CLIMATE

22 & 23 septembre

www.singfortheclimate.com

Des milliers de chanteurs dans les festivals

Mais ce qui est déterminant, c'est la mobilisation citoyenne. À Bruxelles et au Sud du pays, la première version de « Do it now » a été enregistrée au... Conseil d'administration du CNCD-11.11.11, histoire de montrer l'exemple. Depuis, l'action a pris de l'ampleur, puisque des milliers de gens, de multiples façons, ont été enregistrés au cours des innombrables festivals et événements qui rythment l'été. À Fier Monde à Nismes, au festival LaSemo à Hotton – même Elio Di Rupo, en visite, s'est prêté au jeu –, au grand rendez-vous annuel des scouts Woodscout toujours à Hotton, lors du tournage de l'émission du « Beau vélo de Ravel » (RTBF) encore à Hotton, durant le petite foire à Libramont – la foire alternative à la « grande » –, au festival Esperanzah ! ou encore à la fête médiévale de Remouchamps. Mieux, des artistes amateurs, des scouts et de simples citoyens se sont mis à créer leur propre version et à poster leur vidéo sur Youtube.

Faire monter la sauce jusqu'au 22 & 23 septembre

L'objectif est de mobiliser de manière ludique durant tout l'été un maximum de citoyens, connus et moins connus, pour la justice climatique en prévision du sommet de Doha sur le climat en novembre prochain.

Toutes les vidéos sont publiées sur le site www.singfortheclimate.com, sur les réseaux sociaux comme Facebook et sur la plateforme vidéo Youtube afin de faire connaître l'action et faire monter la sauce jusqu'aux 22 et 23 septembre prochains où une mobilisation générale est programmée dans de nombreuses villes du pays.

Des clips de mobilisation

Tous les films constituent une pétition vivante et animée. Les meilleures vidéos enregistrées cet été et durant les journées du 22 et 23 septembre serviront à monter des clips. L'un francophone, en collaboration avec CanalC et Télé Bruxelles, et diffusé en novembre lors de l'Opération 11.11.11. L'autre sera national, monté par le réalisateur Nic Balthazar et diffusé en Belgique, en télé et sur le web, à l'attention des décideurs en vue du prochain sommet des négociations climatiques à Doha !

Vous êtes convaincus et motivés ? Vous avez envie de participer ? D'en savoir plus ? De télécharger la chanson ? De découvrir les vidéos ? De savoir où vous pouvez nous rejoindre ? Inscrivez-vous sur www.singfortheclimate.com

Le 7 juillet,
des citoyens
présents à
la 5^e édition
du Festival Fier
Monde à Nismes
ont enregistré
la chanson
« Do it now ».

© Catchou Decoster 2012



Au Festival LaSemo,
à Hotton, plus de 200
jeunes et moins
jeunes se sont prêtés
au jeu de chanter
face caméra, animés
de manière magistrale
par Arnaud Verlaeken
et Aurélie Maréchal.
Lors des répétitions
sur la scène du village
associatif et devant
la grande scène,
ce sont des centaines
de festivaliers
soucieux de
l'environnement
qui ont chanté
avec nous...



© Marie Roy 2012





Le 19 juin, Nic Balthazar a rassemblé une cinquantaine de « Bekende Vlamingen » pour l'enregistrement d'un clip de la chanson « Do it now ».



« Il faut interpeller régulièrement les hommes politiques. Et les hommes politiques ont besoin de nos voix. Alors cette fois, faisons entendre nos voix. Chantons pour la planète. Rejoignez-nous les 22 & 23 septembre à Bruxelles et en Wallonie pour une justice climatique avec 11.11.11 et la Coalition climat. Là, maintenant, il faut vraiment commencer à agir, même par de toutes petites choses. »



Le 5 août, sur la scène d'Esperanzah !, le « beatboxer » Primitiv et la chanteuse belgo-haïtienne Marlène Dorcéna reprenaient de manière originale la chanson « Do it now » pour lancer la campagne 11.11.11.

Je participe, donc je chante

Inscrivez-vous en ligne sur www.singfortheclimate.com

Inscrivez-vous sur le site de l'action pour connaître les lieux de rendez-vous des mobilisations et tournages du **22 et 23 septembre**.

Rejoignez-nous aux prochains enregistrements sur les festivals

Harby Farm Festival, Anseroeul : du 7 au 8 septembre

Festival Jyva'zik, Walhain : du 21 au 22 septembre

Tempo Color, Liège : du 21 au 22 septembre

Enregistrez votre propre version et filmez-vous !

Déployez votre créativité et réalisez, seul ou en groupe, votre propre version avec une caméra, devant votre webcam ou avec un smartphone et posteza-la sur Youtube ou écrivez-nous : contact@singfortheclimate.com

Paroles, partition et version instrumentale en ligne sur le site.

Rejoignez l'action sur Facebook et partagez l'information avec vos amis

Tapez « Sing for The Climate » dans le moteur de recherche.

Élections communales Le petit train qui interpelle

Le 14 octobre 2012, nous irons tous voter pour les élections communales. L'occasion a été saisie pour interpeller les futurs élus sur leurs engagements.

On dit des communes qu'elles sont le niveau de pouvoir le plus proche du citoyen. Une bonne raison pour pousser leurs élus à se mobiliser en faveur de la solidarité et du développement durable. Actualité des élections oblige, les futures autorités communales à Bruxelles et en Wallonie sont interpellées depuis plusieurs mois par le monde associatif, grâce à l'action de citoyens engagés au niveau local. Comment ? De manière ludique. Mandataires politiques, candidats, associations, journalistes ont sillonné tout au long du printemps et de l'été de nombreuses communes à bord d'un petit train « citoyen » afin de mettre en évidence les enjeux, ce qui va bien, ce qui ne va pas, valoriser des initiatives, promouvoir la généralisation des expériences intéressantes.

« Ça passe par ma commune »

Cette mobilisation s'est faite sous la bannière de la campagne citoyenne « Ça passe par ma commune ». Elle a été initiée à la veille des élections communales d'octobre 2006 et est aujourd'hui portée par 11 associations sous la coordination de la Ligue des Familles. Depuis la mise en place des conseils communaux début 2007, les groupes locaux « Ça passe par ma commune » créent des dynamiques constructives avec le pouvoir communal pour avancer sur des propositions concrètes en faveur d'un développement durable, social et solidaire.

Solidarité internationale

Les 11 associations ont rédigé 11 cahiers thématiques à l'attention des élus. Les thèmes traités y sont nombreux et divers : accueil de la petite enfance, logement, mobilité douce, utilisation rationnelle de l'énergie, lutte contre les discriminations et les violences à l'égard des femmes, etc. Chaque cahier contient une mise en contexte de la thématique, des propositions d'actions concrètes et des exemples de bonnes pratiques déjà mises en place dans certaines communes. Le thème de la solidarité internationale n'a pas été



oublié. Les communes peuvent en effet y jouer un rôle non négligeable. Un guide à leur intention a d'ailleurs été conçu par le CNCD-11.11.11.

Certes, les communes ne changeront pas à elles seules les rapports de force internationaux, ne réguleront pas une finance devenue folle ou n'empêcheront pas les entreprises multinationales de violer les droits des travailleurs. Mais elles peuvent agir à un niveau plus micro en faisant une série de choix, en matière de fournitures par exemple pour l'administration ou les écoles (produits issus du commerce équitable, vêtements et uniformes fabriqués dans des conditions décentes), en établissant des partenariats/jumelages avec des communes de pays du Sud, en soutenant l'Opération 11.11.11 ou en favorisant l'échange interculturel puisque nombre de communes sont devenues, de fait, des territoires internationaux, habités par une multiculturalité dont l'harmonie reste chaque jour à construire.

Pour le CNCD-11.11.11, l'engagement attendu des candidats, c'est d'abord un paragraphe dans la déclaration de politique communale sur la solidarité internationale, pour faire de cette matière une des priorités de la prochaine mandature. Et ensuite ? Un espace participatif dédié à la solidarité internationale, un soutien aux populations du Sud et la mise en place d'activités de sensibilisation sur le territoire communal.

Les dessins de Pierre Kroll exposés dans de nombreuses communes

Depuis 2010, le célèbre dessinateur et caricaturiste Pierre Kroll illustre les outils de campagne, de communication et de sensibilisation du CNCD-11.11.11. Autour de l'Opération 11.11.11 en novembre, plusieurs communes et provinces s'engagent en affichant sur des bâtiments publics des bâches géantes de ces caricatures.



18 projet 11.11.11

© Associated Press / Reporters



Où ?

Région Métropolitaine de Recife,
Nord-Est du Brésil

Contexte

Malgré les progrès enregistrés ces dernières années, la pauvreté reste un fléau au Brésil. Dans les quartiers populaires (favelas) des grandes villes, il est souvent difficile d'avoir droit au chapitre ou d'accéder aux services publics de base.

Qui ?

Belgique : Solidarité socialiste
www.solsoc.be
Brésil : ETAPAS
www.etapas.org.br

Quoi ?

Formation de cadres dans les communautés, permettant le renforcement des organisations populaires pour la discussion et la mise en oeuvre des politiques publiques.

Soutenir 11.11.11

N° de compte : BE33 0001 7032 6946
BIC : BPOTBEB1
au nom du CNCD-11.11.11
9, Quai du Commerce
1000 Bruxelles

Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF
www.vef-aerf.be



Brésil
**Garantir à chacun
le simple droit
d'exister**

NICOLAS VAN NUFFEL
Responsable Plaidoyer, CNCD-11.11.11



Dans les favelas brésiliennes, l'accès aux services publics de base n'est pas toujours aisés. La formation à la chose publique et l'auto-organisation de la population sont des instruments nécessaires pour avoir voix au chapitre.

plus ou moins. Car Marcelo n'habite qu'à moitié à Recife. Son salon se trouve sur le territoire de la ville. Quant à la chambre à coucher, elle se situe... dans un *no man's land* entre deux communes ! Ils sont ainsi 23 000 à ne pas savoir exactement où ils habitent, entre Recife et Jaboão dos Guararapes. En effet, la délimitation des deux territoires date de 1951 et entretemps, tous les repères topographiques ont disparu devant l'urbanisation effrénée.

Cela pourrait paraître anecdotique, ça ne l'est pas du tout. Car au Brésil, beaucoup de services sociaux dépendent directement des communes : santé, école et même protection civile. À tel point que Marcelo doit monter des stratégies

Ce combat pour une vie digne, ETAPAS ne le mène pas seul. Grâce notamment au soutien de l'Opération 11.11.11, l'ONG belge Solidarité socialiste permet à ses partenaires de travailler en réseau, non seulement au Brésil mais dans le monde entier. Neide Silva, coordinatrice d'ETAPAS, témoigne : « Plusieurs fois par an, nous organisons des ateliers d'échanges de savoirs avec nos collègues d'autres villes brésiliennes. Pas seulement pour nous : nous mettons un point d'honneur à y voir participer des représentants des organisations de base. Chacun y vient avec ses forces et ses compétences. Nous avons ainsi pu partager nos expériences de lutte pour la réforme urbaine avec nos collègues de Fortaleza et Salvador, mais

« LES ÉGOUTS DÉBORDENT ET IL N'EST PAS RARE QU'IL Y AIT DES MORTS, EMMENÉS PAR LE FLOT »

pour simplement exister : « Quand il fait mauvais, on risque toujours des inondations, ici. Les égouts débordent et il n'est pas rare qu'il y ait des morts, emmenés par le flot. Alors, je dors dans le salon pour avoir une chance d'être sauvé si besoin est, car la protection civile ne peut pas sortir du territoire de Recife et ma chambre est hors de la ville ! »

Avec le temps et l'appui d'une ONG locale, ETAPAS, les habitants de ce quartier ont pourtant appris à s'organiser. Si la délimitation des municipalités n'a toujours pas été tranchée, l'ensemble des autres associations du quartier ont réussi à se rassembler dans une vaste fédération. ETAPAS se charge de les appuyer dans leur organisation et de leur donner les clés pour suivre la mise en œuvre des politiques publiques. Ce qui frappe le plus lorsqu'on rencontre l'équipe d'ETAPAS, c'est le souci de mettre les organisations de base dans le siège du pilote : les budgets sont gérés par la Fédération, dont le comité directeur est élu par l'ensemble des associations du quartier, le plaidoyer vers les autorités publiques est porté directement par les habitants...

aussi apprendre beaucoup à propos de l'économie solidaire ou de la souveraineté alimentaire, par exemple. » Et ces échanges ne s'arrêtent pas à la frontière du Brésil : Solidarité socialiste appuie aussi l'organisation de séminaires internationaux où se retrouvent des partenaires d'Amérique latine, d'Afrique et du monde arabe.

On met souvent en avant la poussée économique du Brésil, l'un des principaux pays émergents. Mais ce que l'on ne dit pas assez, c'est que si ce géant a réussi à sortir de la spirale du sous-développement tout en réduisant, même partiellement, les inégalités qui le minaient, ce n'est pas uniquement le résultat du bon vouloir de tel ou tel gouvernement. C'est aussi celui de décennies de combat d'organisations comme ETAPAS, grâce auxquelles les citoyens se mettent debout et revendiquent leurs droits. Un combat que l'Opération 11.11.11 a décidé de soutenir au cours des trois prochaines années !

Pour celui qui en aurait gardé l'image d'une ville coloniale endormie, Recife réserve bien des surprises. En effet, elle est aujourd'hui l'exemple même du réveil brésilien : grâce au boom économique, elle semble s'être réveillée et vouloir rattraper le temps perdu. Au point que la ville est méconnaissable : gratte-ciel, centres commerciaux et cliniques de luxe s'y multiplient. Au pied d'un de ces gratte-ciel, une « pharmacie des pauvres » a désormais fermé ses portes : les pauvres ne sont plus là, ils ont été remplacés par des immeubles de luxe.

Mais où sont-ils, alors, les pauvres ? Bien sûr, le taux de croissance que le Brésil a connu depuis dix ans, ainsi que les programmes sociaux mis en place suite à l'arrivée du gouvernement Lula, ont permis à des millions de gens de sortir de la misère, mais de là à dire que la pauvreté a disparu, il y a un pas qu'on hésite à franchir. Avec raison : expatriés en masse au fur et à mesure de la construction des nouveaux quartiers résidentiels et d'affaires, les plus pauvres sont relégués aux marges de la ville.

Car il suffit, plutôt que de se diriger vers le centre-ville, de prendre la direction inverse en sortant de l'aéroport, pour prendre conscience de l'ampleur du travail qui reste pour en finir avec la misère au Brésil. Les quartiers d'Ibura et Jordão font partie des plus peuplés de la ville et sont encore couverts de *favelas*. C'est là qu'habitent Marcelo et sa famille. Enfin,

« Public Enemy est le vigile du hip-hop »

Le 26 octobre prochain, Public Enemy se produira à Bruxelles dans le cadre du Festival des libertés et de l'Opération 11.11.11. Rencontre avec Chuck D, le leader du mythique groupe de hip-hop.



JULIEN TRUDDAÏU

Producteur et animateur radio

Il est presque 23 heures à la pendule d'un festival bruxellois, quand le légendaire groupe de hip-hop Public Enemy s'apprête à entrer en scène. Le chapiteau est comble en quelques minutes. Des jeunes, des moins jeunes, des anciens sont venus voir les deux MC¹, les *Masters of Ceremony* Chuck D et Flavor Flav et lever le poing aux sons du « real » hip-hop américain. Deux heures plus tard, c'est sous une tente mongole des coulisses du festival que Chuck D répond aux questions qui fusent. Plutôt avare en interviews, il est pourtant loin d'avoir tout dit.

Né en 1986, Public Enemy a été à la fois acteur et témoin privilégié du développement et de l'évolution du hip-hop. « Le principal changement dans le hip-hop, ce sont les journalistes et les multinationales aux USA qui sont devenues paresseuses, cupides et stupides. » Après plus de quinze ans sur le label mythique Def Jam tombé dans l'escarcelle d'Universal Music, Public Enemy a décidé de produire ses disques par ses propres moyens. « Le business de la musique a changé. On voulait que le hip-hop se développe au niveau international et qu'on donne leur chance à beaucoup d'artistes. Un peu comme au basket ou au football, chaque pays a ses représentants. Mais les grosses multinationales ont abîmé le cœur du mouvement. On est là pour les combattre. »

Loin de se calmer au fil du temps, Chuck D et ses compères de scène se sont même radicalisés, empruntant sans cesse des chemins de traverse, loin des facilités ou des redites musicales. « En voyageant autour du monde, nous avons laissé derrière nous les TV et radios américaines. On s'est toujours considérés comme des exilés musicaux par rapport aux USA. Certes, nous y vivons et y jouons dans de gros festivals. Mais on n'a pas les faveurs des TV et des radios. Quand les autres, les plus médiatisés, quittent les USA et parcouruent le monde, je me demande si vous, les journalistes, vous vous intéressez à eux parce qu'on les dit riches et célèbres, et qu'ils portent une boucle d'oreille à 5 millions de dollars ou d'autres conneries ? Vous devriez vous exprimer là-dessus et dire que c'est n'importe quoi ! ».

Public Enemy trimbale des paroles qui ont toujours été autant de coups portés aux préjugés de tout poil, et autres injustices infligées aux minorités américaines. Écouter la douzaine d'albums du groupe revient à entendre chuchoter l'Histoire « black » américaine des quarante dernières années. En parallèle à cette conscience aigüe du contexte états-unien, Chuck D se dit par ailleurs citoyen du monde.

« Je suis un “planétoyen” (*earthizen*). Je n'aime pas trop compter sur les gouvernements. J'aime la culture, la musique. J'aime la Terre. Or la Terre n'a jamais eu aucun gouvernement et pourtant tout se met en place naturellement. La nature a développé son propre ordre. Les gouvernements existent parce que certains ont su se montrer cupides. Je suis peut-être un rêveur mais, au moins, je sais que je mène ma barque dans ma musique. »

Sur ses sentiers musicaux, Chuck D a aussi croisé des artistes parfois éloignés des « beats » du hip-hop. Il a enchaîné les collaborations avec le jazzman Archie Sheep ou Sonic Youth, produit un album hommage à James Brown – « L'un des premiers rappeurs de l'histoire de la musique ! » – avec les musiciens de celui-ci, les JB's. En juin 2012, Public Enemy a rejoint Prince sur scène en Australie. « Tu ne peux pas espérer mieux ! Je sais que ça peut sembler fou mais, pour un musicien, on peut comparer cela au sexe ! Avec certaines personnes, c'est parfois exceptionnel. Lorsque quelqu'un te dit : “Hé mec, avec ce que tu donnes pour le rap, je m'incline. Je fais un autre style de musique mais j'aime ce que tu fais !”. Or l'un des critères fondateurs du hip-hop, c'est de respecter les autres musiciens et leurs musiques. C'est pourquoi les DJ's sont tellement importants. Ils

« LES GROSSES MULTINATIONALES
ONT ABIMÉ LE CŒUR
DU MOUVEMENT HIP-HOP »

doivent respecter les musiciens et les albums. Et les MC's ne doivent pas s'écartez de ce chemin. »

Quand on lui demande ce qu'il pense de Barack Obama et s'il n'est pas trop déçu, il répond du tac au tac : « Vous savez, le président Obama a beau être quelqu'un de bien, il a un mauvais gouvernement. C'est comme un bon conducteur avec une mauvaise voiture, et qui essaie de la réparer tout en la conduisant! Durant son mandat, nous devons continuer à nous battre, en tant que peuple, pour le changement. Il fait des choix fort critiquables avec son gouvernement : la décapitation de l'Afrique, la militarisation et l'OTAN, les conflits pour le pétrole, etc. Il n'a pas tout le pouvoir entre ses mains. 2012 promet d'être une année intéressante. »

Pour Public Enemy aussi, puisque le groupe sort deux albums à trois mois d'écart, deux opus autoproduits grâce à un appel à souscription lancé aux fans. « C'est une

bonne manière de donner un coup dans la fourmilière. Il y a différentes façons de s'y prendre. Soit on dépense beaucoup d'argent, soit on réalise des albums à moindre frais, en maîtrisant les outils technologiques ». Dans le milieu hip-hop, Public Enemy est un des rares à être resté totalement indépendant, une exception pour un groupe d'une telle notoriété. « J'aimerais que l'industrie du disque soit plus juste. Même avec internet, il se passe la même chose

« SI TU T'ENVOIES EN L'AIR, TU PEUX RETOMBER DE HAUT »

qu'avec les multinationales du disque. Il faut toujours les combattre parce qu'avec leur lot d'avocats, de comptables et de businessmen qui n'ont rien à voir avec la musique, en définitive, elles traitent toujours les musiciens comme de la merde. »

Presque quarante-cinq minutes que nous sommes sous la tente et Chuck D, en forme, en redemande. 25 ans de carrière ne l'ont pas usé. « Il n'y a rien de honteux à dire que l'on devient vieux parce que le cadeau ultime que tu peux recevoir de Dieu, ce sont des années à vivre. Donc je ne prétends pas être jeune. Essayer de faire plus jeune, ce sont des conneries. Je suis ravi d'avoir 51 ans. Je m'économise, je veux encore être là longtemps. Je suis heureux que Public Enemy, à 25 ans, soit toujours dans la place et on va essayer de tenir le cap jusqu'aux 30 ans, voire 35 ans (rires). »

Avant de partir d'un pas tranquille, le bonhomme conclut : « Comptez sur vous-mêmes, avec votre tête et votre esprit. Parce que la plupart des gens n'ont plus d'esprit critique, ni toute leur âme. Ils sont comme des robots attendant que les gouvernements ou la culture les guident. Ils n'ont plus d'opinion propre, ni de connaissance de l'Histoire qui leur permettrait de savoir quelles erreurs ont été commises par le passé. Ils pensent que tout va bien parce qu'ils sont heureux et qu'ils s'envoient en l'air. Mais si tu t'envoies en l'air, tu peux retomber de haut. C'est comme un bandage. On a beau le mettre, il y a toujours

une blessure. Si les gens ne comprennent plus, il faut qu'il en reste certains qui continuent à se battre et à expliquer. Ce ne sera peut-être pas joli ni populaire, mais il faut que ce soit fait. Un sale boulot, comme les vigiles à l'entrée des clubs. Il en faut toujours pour que la fête soit belle. Public Enemy est le vigile du hip-hop, dans le monde de la musique. Mais il faut qu'on s'amuse à l'être. »

Traduction : Cachou Kirsch. Merci à Lino et Greg @ Skinfama.

1/ Dans le mouvement hip-hop, le terme Master of Ceremony (MC) désigne celui qui prend la parole sur les « beats » (l'instrumental). C'est, par extension, le chanteur du groupe. 2/ En juillet : *Most of My Heroes Still Don't Appear on No Stamp*. En Septembre : *The Evil Empire of Everything*.

VRIJHEIDSFESTIVAL des LIBERTÉS
18/10 > 27/10 2012
Théâtre National & KVS
CONCERT / THEATRE / CINEMA / DEBAT / EXPO
111-115, bd. Emile Jacqmainlaan - 1000 Bruxelles
Lakmerstraat, 146 - 1000 Bruxelles

concert de lancement de l'Opération 11.11.11
PUBLIC ENEMY
26/10 2012
www.festivaldeslibertes.be

ENCD
THEATRE NATIONAL
de mens.nu
BXL LAÏQUE

Les caricatures de
Pierre Kroll
maintenant chez vous !



Une exposition des dessins
de Pierre Kroll est organisée
à la fête de la BD le 8 et 9 septembre

**Faites-vous plaisir,
décorez vos intérieurs
et soutenez les projets 11.11.11 !**



Depuis 2010, Pierre Kroll accompagne
par ses dessins les campagnes
du CNCD-11.11.11.

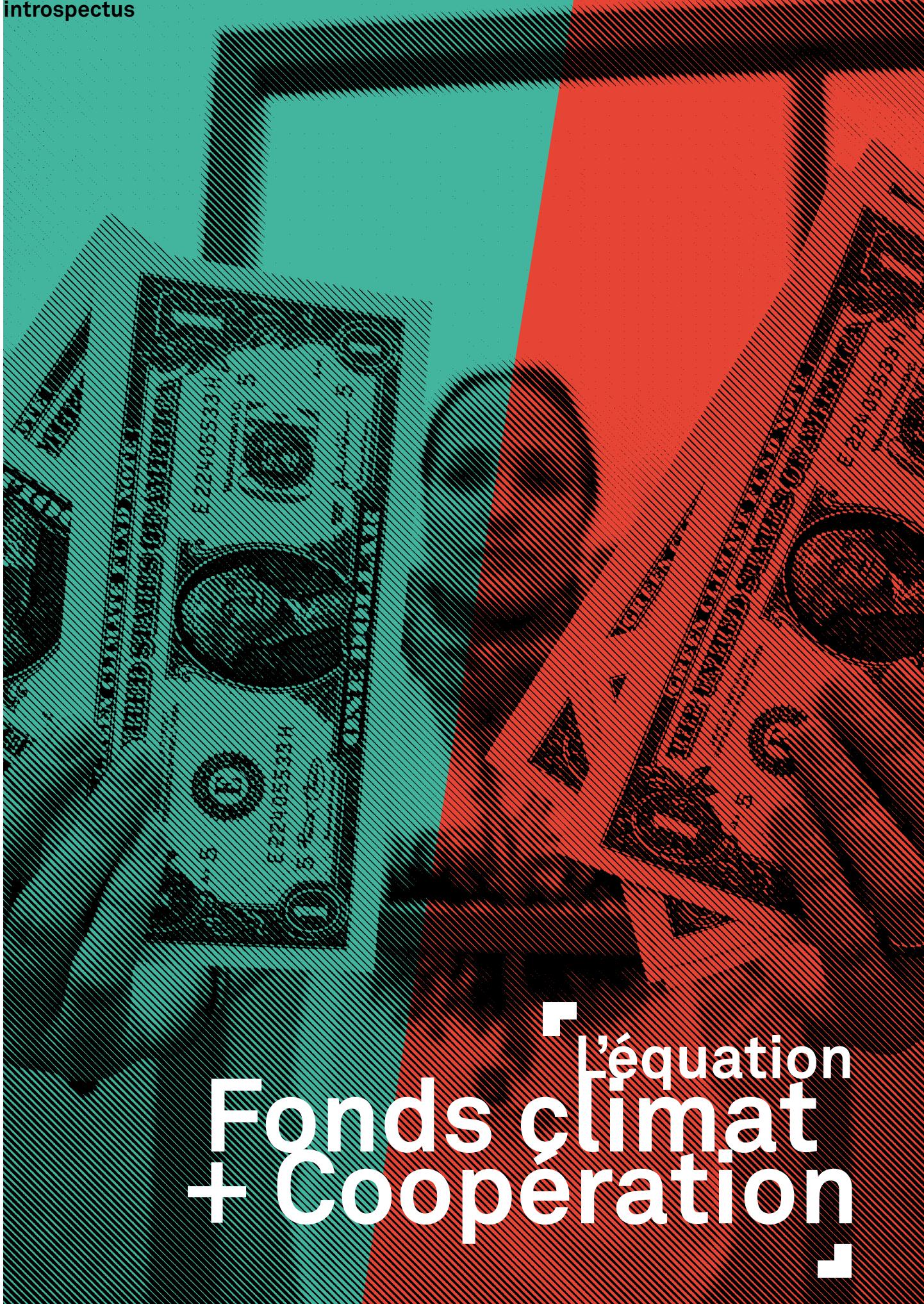
Reproduites dans des magazines,
sur des dépliants, dans des expos,
servant d'illustrations à des outils
pédagogiques et à des animations,
les dessins du célèbre caricaturiste
liégeois sont maintenant disponibles
en différents formats sur toile ou
plexiglas pour décorer votre intérieur,
celui de votre association ou de
votre entreprise.

→ Les bénéfices de la vente de ces
produits de qualité sont reversés aux
projets de développement 11.11.11.

→ Découvrez les dessins
et passez commande en ligne
sur www.typhus.eu/11shop

CNCD **11.11.11**
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

 typhus®



Fonds climat + Coopération

L'équation

Où placer les fonds de lutte contre le réchauffement climatique par rapport aux mécanismes de financement classiques de la coopération ? Dans le contexte actuel de crise budgétaire, de nombreux observateurs craignent un recyclage de l'aide au développement.

PATRICK VEILLARD,
Ingénieur de formation et collaborateur de Défis Sud

Décembre 2009, Copenhague. Dans le fiasco général de la COP15¹ sur le climat, les observateurs optimistes relèvent, parmi les points positifs, la création d'un Fonds vert pour le climat (FVC). Fusionnant les fonds existants, ce fonds est conçu comme une structure de financement pérenne, permettant d'aider les pays en voie de développement (PVD) à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et de s'adapter aux dérèglements climatiques. Exemples : le financement de la protection des forêts tropicales ou bien le partage des technologies vertes². Les pays développés s'engagent par ailleurs, pour une fois serait-on tenté de dire, de manière chiffrée : 30 milliards de dollars, « nouveaux et additionnels », sont promis pour la période de 2010 à 2012 (financement dit *Fast Start*), portés à 100 milliards annuels à partir de 2020. Le tout à l'aide de « diverses sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales » ainsi que des « formes innovantes de financement ». Des commentateurs analysent la création de ces fonds comme l'aboutissement d'un long processus, entamé en 1992 lors du sommet de la Terre à Rio, obligeant les pays riches à rembourser de manière structurelle leur dette climatique vis-à-vis des PVD. Les pays développés du Nord sont en effet responsables de 80 % des émissions accumulées de GES, alors même que les PVD sont à la fois plus affectés et moins résilients face au réchauffement. Alors, Fonds climat + Coopération = équation magique qui permettrait de renforcer l'aide aux PVD ?

Déshabiller Pierre pour habiller Paul

Pas si simple selon Antonio Gambini, chargé de recherche au CNCD-11.11.11 sur les questions de financement du développement : « Le principal problème est le caractère additionnel des financements. Et il faut bien avouer que la bataille a été complètement perdue dans ce domaine. En théorie, les promesses de financements climat se veulent nouvelles et additionnelles par rapport à l'aide publique au développement (APD) car ses objectifs sont différents : elles visent à financer

les efforts d'atténuation et d'adaptation dans les PVD, et non leur développement *per se*, ce qu'ambitionne l'Aide publique au développement (APD), notamment au travers des Objectifs du millénaire. La légitimité n'est pas non plus la même puisque les fonds climat doivent rembourser une dette, climatique, et ne peuvent donc en aucun cas être considérés comme une forme d'aide. Mais concrètement, une grande partie des financements climat est comptabilisée dans l'APD. Cela permet de gonfler les chiffres et de se rapprocher à bon compte des engagements des 0,7 % !³

Au final, lorsque des gouvernements annoncent fièrement qu'ils consacrent une part importante de leur APD à des objectifs climat, ils ne font rien d'autre que déshabiller Pierre pour habiller Paul. L'exemple de la Belgique à ce niveau est particulièrement éloquent : l'ensemble du budget fédéral *Fast Start* 2010 et 2011, soit 62 millions d'euros, est repris dans la comptabilisation de l'APD belge. »

Adaptation versus atténuation

Le chercheur du CNCD-11.11.11 reconnaît cependant « qu'il est parfois difficile de distinguer les projets de développement des programmes d'adaptation. Lorsque l'on finance une réfection de systèmes d'irrigation par exemple, l'infrastructure ainsi réparée sert à la fois des objectifs de développement – productivité agricole accrue et lutte contre l'insécurité alimentaire, et des objectifs d'adaptation au réchauffement climatique – protection contre les sécheresses, montées des eaux, etc. »

« LES GOUVERNEMENTS DÉSHABILLENT PIERRE POUR HABILLER PAUL »

Même avis du côté de Brigitte Gloire, chargée de plaidoyer chez Oxfam-Solidarité, pour qui « il ne faut pas réinventer la roue, les critères entre les deux types de programmes sont souvent similaires ». Un autre problème vient selon elle de la répartition actuelle des financements climat, « beaucoup trop axés sur l'atténuation et pas assez vers l'adaptation ».

Une récente étude d'Oxfam⁴ montre par ailleurs un faible niveau d'appropriation par les PVD de ces programmes, les fonds et donateurs bilatéraux ignorant souvent les Plans d'action nationaux d'adaptation (PANA) et transitant le plus souvent par des structures financières distinctes de celles mises sur pied par les gouvernements locaux. De plus, les financements d'adaptation seraient souvent effectués sous forme de prêts, un procédé non seulement injuste – « Cela revient à prêter de l'argent pour réparer une voiture que l'on a soi-même emboutie », mais constituant également un nouveau piège de la dette, les projets d'adaptation étant le plus souvent non rentables⁵. Selon B. Gloire, « il est vital que ces fonds soient fournis sous formes de dons, au sein de programmes nationaux, en majorité d'adaptation, et bénéficiant d'une bonne représentation de la société civile, en particulier des organisations

paysannes ». Pour A. Gambini, l'explication des déséquilibres entre projets d'atténuation et d'adaptation est simple. « L'adaptation, ce n'est pas rentable. Cela revient la plupart du temps à revenir à un état pré-réchauffement. Alors que l'atténuation, sous forme par exemple de centrales moins polluantes, peut se révéler très profitable. Or, les gouvernements du Nord ont tendance à tout miser sur le privé, qui s'oriente par essence vers le profit. »

Mécanismes innovants

Comme dans le domaine de la coopération, l'heure est clairement aux mécanismes (sous-entendu ici de marché) innovants. Les plus connus sont les Mécanismes de développement propre (MDP), ou plus globalement le marché du

« LE PROBLÈME EST LE CARACTÈRE ADDITIONNEL DES FINANCEMENTS »

carbone. « Les MDP sont en théorie séduisants car ils permettent de financer à bas coût, en échange de crédits d'émission, des technologies à bas carbone dans les PVD. Mais il y a des dérives hallucinantes, par exemple la surproduction artificielle de GES dans le seul but de capter des financements... On est en plein Far West ! », selon A. Gambini.

Près des trois quarts des projets de MDP seraient de plus localisés en Chine, en Inde ou au Brésil⁶. De nombreux problèmes sont également constatés avec les autres mécanismes, que ce soient le REDD – peu regardants en termes de biodiversité ou vis-à-vis des droits populations autochtones – ou les mécanismes dits de levier – dont le fonctionnement est largement sujet à caution,... comme l'a récemment montré le cas de BIO⁸ en Belgique. Conclusion du chercheur du CNCD-11.11.11 : « Nous ne sommes pas contre ces financements privés mais toutes ces dérives montrent qu'ils doivent être mieux encadrés, avec notamment des critères environnementaux les plus clairs possible. »

Les mécanismes innovants préconisés entre autres par le CNCD-11.11.11 sont d'une autre nature : taxes sur les transactions financières, taxes carbone, ou taxes sur le transport, qu'il soit aérien ou maritime, etc. Les solutions à tester seraient donc encore très nombreuses...

La forte opposition récemment rencontrée par la Commission européenne dans la mise en place de sa taxe sur les transports aériens, notamment de la part de la Chine et de l'Inde, leur promet cependant un avenir quelque peu agité⁹.

Neanmoins, ces efforts semblent indispensables tant la mise en place d'un cadre efficace de structuration des financements climat vers les PVD se fait sentir. Il est clair que les organismes de coopération, de par leur large expérience (technique, capacitation des autorités locales, etc.), pourraient dans ce cadre beaucoup contribuer à cet objectif.

1/ La 15^e conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a été considérée comme un échec par une majorité d'observateurs. Litanie de « bonnes intentions », par ailleurs non signée par les différentes « parties », le document final ne donne aucune contrainte légale vis-à-vis des engagements de réduction des émissions de GES. 2/ Van der Straten A., Le transfert de technologies climat : vers une révolution bleue ?, Point Sud no. 5, CNCD-11.11.11, février 2012. 3/ Objectifs définis à la conférence de Monterrey en 2002, visant pour les pays développés à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide au développement. 4/ Pearl Martinez R., Owning adaptation. Country-level governance of climate adaptation finance, Oxfam, juin 2011. 5/ Gambini A., Financer la lutte contre le réchauffement global : les marchés financiers au secours du Sud ?, Point Sud no.11, CNCD-11.11.11, novembre 2011. 6/ Kill J., Ozinga S., Pavett S., Wainwright R., Trading carbon. How it works and why it is controversial, FERN, août 2010, p. 79. 7/ Programme de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Mis en place par l'ONU en 2008, il s'appuie sur des incitations financières indirectement liées au marché du carbone. 8/ BIO est la société belge d'investissement pour les PVD. Financée par la Coopération belge, elle est chargée de soutenir le développement du secteur privé dans les PVD. Lire : Arnaud Zacharie, BIO : une société dans la tourmente, dlm-demande au monde, n°13, mai-juin 2012. 9/ L'intégration du secteur aérien au marché européen des quotas d'émission de CO₂, mise en place en janvier de cette année, est perçue comme une barrière protectionniste déguisée par beaucoup de partenaires commerciaux de l'UE.



Coopération au développement : les temps changent

De nos jours, les acteurs qui se targuent de faire de l'aide au développement se sont multipliés, sans toujours suivre les mêmes objectifs. Face à la diversité des bailleurs, l'accent doit être mis sur plus de cohérence et de coordination. Dans le contexte actuel de crise budgétaire, de nombreux observateurs craignent un recyclage de l'aide au développement. Les perspectives de l'aide aux pays les plus pauvres changent aussi radicalement avec la montée en puissance des pays émergents. Les sociétés civiles des pays aidés sont au milieu du gué. Pourront-elles, sur base de leur expérience de terrain, orienter l'avenir des politiques de coopération au développement ?

Découvrez le dossier que Défis Sud, le bimestriel de SOS Faim, consacrait aux évolutions de la coopération au développement en avril 2012 sur www.sosfaim.be. L'article de Patrick Veillard en est issu.

Rio

LA SITUATION
CLIMATIQUE EST
PRÉOCCUPANTE...

ONU

Rio +20

MAIS NOUS
ALLONS...

Rio +40

... RÉAGIR



Stiki

FLe dessin du lundi

Une fois n'est pas coutume. Il n'y aura pas de chronique « pas au Sud, complètement à l'Ouest » dans ce numéro de Demain le monde. L'occasion est toute trouvée pour vous inviter à découvrir les dessins de celui qui illustre depuis plus de deux ans la chronique récurrente de Gérard Manréson : Stiki. Pour bon nombre d'entre vous, la signature Stiki ne vous est pas inconnue puisqu'il illustre plusieurs magazines du monde associatif, mais si l'envie d'en voir plus vous prend, n'hésitez pas à découvrir le travail de ce liégeois d'adoption sur le Web. En vous inscrivant à sa newsletter, vous recevezrez chaque lundi un nouveau dessin.

<http://ledessindulundi.ultra-book.com>



© Rachid Bourhim



vendredi 2 novembre à 20h30
concert de lancement de l'Opération 11.11.11

fatima tabaamrant & les roudianates

soirée de clôture Femmes rebelles, dans le cadre de DABA Maroc

Halles de Schaerbeek
22 a Rue Royale Sainte Marie
1030 Bruxelles

Réservations :
Halles de Schaerbeek,
T. 02 218 21 07,
www.halles.be
14/10 € le soir même,
12/8 € en prévente

Artiste amazigh, **Fatima Tabaamrant** chante *a contrario* des thèmes habituels. Plus que chanteuse, elle est poétesse. Maître dans l'art de jouer avec les vers et les métaphores, elle jongle entre les langues. Ses poèmes parlent du chômage des jeunes, de la corruption... et se donnent comme la catharsis des souffrances vécues.

De la grande tribu des « Houariyat », par leurs chants et danses soufis, **Les Roudaniates**, chanteuses berbères de Taroudant, font revivre le souvenir du prophète Mohammed. Elles célèbrent avec finesse et dérision, l'existence et l'amour en de véritables rites de réjouissance. Un savoir musical tout de confiance et de recueillement où à la poésie sacrée se mêlent sagesse et amour mystiques. Enchantements !



les halles

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS